



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du [Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#).

ÉCLAIRAGE – 17 août 2015

RIMONDI Laurène, RDC : *Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir*, Éclairage du GRIP, 17 août 2015.

<http://www.grip.org/fr/node/1809>



Éclairage

RDC : Filimbi, la nouvelle génération de citoyens qui ébranle le pouvoir

Par **Laurène Rimondi**

17 août 2015

Décidée à faire entendre sa voix, la jeunesse africaine est en ébullition. Aux quatre coins du continent, des mouvements citoyens parviennent à embraser la société civile, jusqu'à faire tomber des pouvoirs en place. Symboles d'une nouvelle génération, leur leitmotiv est celui du respect de l'alternance démocratique, comme pilier de la démocratie. En 2012, « Y'en a marre » au Sénégal avait craqué l'allumette en s'engageant contre une troisième candidature du président Abdoulaye Wade¹. Deux ans plus tard, c'était au tour du « Balai citoyen » burkinabè de prendre part au soulèvement populaire qui a chassé le président Blaise Compaoré, après 27 ans au pouvoir.

Si ces deux mouvements ont particulièrement fait parler d'eux, la société civile s'organise aussi ailleurs, notamment au Congo-Brazzaville ou en République démocratique du Congo (RDC). Une trentaine de militants africains se sont d'ailleurs réunis fin juin à Ouagadougou, en marge du festival Ciné Droit Libre. Le thème de l'événement culturel, « Quand la jeunesse se met debout ! », a donné le ton de cette rencontre, qui s'est achevée sur la signature de la Déclaration dite de Ouagadougou². Celle-ci fixe une feuille de route commune, dans le but d'aboutir à la création d'une plateforme panafricaine des mouvements citoyens³. Si le texte prévoit la mutualisation des stratégies et des moyens, la première préoccupation exprimée est celle de la libération d'activistes détenus en RDC, Fred Bauma⁴ et Yves Makwambala⁵. Depuis cinq mois, ces deux Congolais, arrêtés alors qu'ils participaient à la première réunion officielle du collectif Filimbi à Kinshasa, attendent leur procès dans la prison de Makala. Accusés « d'atteinte à la sûreté de l'État », ils risquent des peines allant de dix ans de prison à la peine de mort.

Les événements du 15 mars 2015

Si la société civile parvient à jouer un rôle dans certains pays africains, la prise de parole citoyenne peut aussi se voir rapidement sanctionnée par les autorités, comme le montre l'expérience du collectif congolais Filimbi (sifflet en swahili). Le 15 mars dernier, c'est dans le quartier de Masina, situé à l'est de Kinshasa, que le mouvement avait choisi de se lancer officiellement. Un symbole, alors que cette commune détient une forte concentration de jeunes, laissés à l'abandon par le gouvernement.

Sur le thème de la bonne gouvernance, la rencontre avait pour objectif de sensibiliser la jeunesse à l'engagement citoyen. Mais la conférence de presse, qui avait pourtant reçu les autorisations nécessaires, a vite tourné court : les forces de l'ordre ont fait irruption et arrêté la plupart de l'assistance. Principales cibles : les trois Sénégalais du mouvement « Y'en a marre » et le Burkinabè du « Balai citoyen », invités pour l'occasion. Accusés par les autorités de préparer des « actes de violence », ils seront expulsés trois jours plus tard. Les autres personnes présentes n'ont pas été épargnées : activistes congolais, journalistes français et congolais et même un diplomate américain, en tout, une trentaine de personnes est conduite au siège de l'Agence nationale de renseignements (ANR)⁶, à Kinshasa.

Après cet événement, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, n'a pas hésité à qualifier de « *terroristes* » les activités des dirigeants de Filimbi. Au compte-goutte, les personnes retenues finissent par être libérées. À l'heure actuelle, seuls Fred Bauma et Yves Makwambala demeurent sous les verrous. De nombreuses voix se sont pourtant élevées pour dénoncer une atteinte aux libertés d'expression⁷ ainsi que leurs conditions d'arrestation. En mai, le chef du bureau des Nations unies pour les droits de l'homme au Congo, José Maria Aranaz, s'est déclaré préoccupé par l'« *utilisation de l'arrestation arbitraire* » en RDC⁸. Mi-juin, un rapport rendu par les parlementaires congolais a confirmé qu'aucun indice ne permettait de prouver le caractère terroriste du mouvement Filimbi⁹. Mi-juillet, c'était au tour du Parlement européen de réclamer la libération immédiate et sans conditions des deux activistes.

Malgré la répression lancée contre le collectif, cinq fondateurs de Filimbi sont parvenus à échapper aux arrestations. Entrés en clandestinité dans leur propre pays, trois d'entre eux ont finalement été évacués par un avion de l'ONU. Le GRIP a rencontré Floribert Anzuluni, coordonnateur de Filimbi, et Franck Otete, chargé de la communication, qui vivent désormais en exil en Belgique. Leur priorité : alerter l'opinion pour la libération de leurs concitoyens, se réorganiser pour continuer leur combat et continuer à mobiliser la jeunesse congolaise, en RDC et à l'étranger. « *Tous les Congolais doivent s'impliquer dans cette dynamique pour améliorer la vie de nos concitoyens. Le Congo est un bien commun, il nous appartient à tous* », affirment-ils. Si leur vie s'est vue bouleversée du jour au lendemain, ils restent positifs : « *La bonne nouvelle, c'est que cet événement a permis un retentissement immense de notre action.* »

La structuration parallèle des mouvements africains

Dès 2013, les fondateurs de Filimbi entrent en contact avec les Sénégalais de « Y'en a marre », et plus récemment, avec le « Balai citoyen » du Burkina Faso, afin de partager leurs expériences respectives. L'idée de jeter des ponts entre les différents mouvements du continent est déjà présente. Pour défendre leur action, ils n'hésitent d'ailleurs pas à faire appel aux grandes figures panafricanistes du XX^e siècle : si « Y'en a marre » a réveillé le mythe de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, Filimbi affirme s'inspirer de Nelson Mandela. Dans la lignée de ces personnalités, les leaders de la société civile actuelle considèrent que c'est la jeunesse qui concentre la force motrice d'un changement à venir.

À condition qu'elle prenne conscience de ses droits, du fonctionnement de l'État et de sa capacité à influencer : *« Comme sur l'ensemble du continent, 60 % de la population congolaise a moins de 30 ans. En fondant Filimbi, nous avons souhaité mener une action de sensibilisation à l'engagement citoyen, non violente et non partisane. L'idée est d'offrir un espace d'expression et de débat à la jeunesse, ainsi que d'aider à structurer des jeunes issus de milieux associatifs ou d'universités, des activistes, des artistes, des entrepreneurs, des cadres, etc., qui partagent notre vision du Congo. »* L'idée du mouvement a germé il y a trois ans, sous l'impulsion d'une quinzaine de professionnels, issus de divers horizons, à l'image de Floribert Anzuluni, banquier, et Frank Otete, médecin, tous deux recrutés dans le privé : *« Nous sommes partis du constat que l'environnement démocratique et économique en RDC n'est pas assez stable pour le développement du pays. Nous en sommes venus à la conclusion que le problème n'était pas seulement lié à des individus, mais au système politique tout entier »*. Au fil des années, le collectif se structure à travers deux associations, légalement constituées et localisées à Kinshasa. Dans un premier temps, la Jeunesse pour une nouvelle société (JNS) s'est focalisée durant deux ans sur un travail de terrain à travers plusieurs provinces. L'objectif, identifier des groupes de jeunes et les canaliser en vue de créer un réseau. Est ensuite créé le Forum national de la jeunesse pour l'excellence (FNJE), l'association qui porte les événements de Filimbi. Le collectif fonctionne désormais de manière décentralisée *via* des cellules présentes à travers le pays et organisées par une charte.

Une génération d'Africains en rupture avec le pouvoir

Alors que ces mouvements se structurent partout sur le continent, pourquoi la démarche de la jeunesse congolaise, réalisée dans le respect des lois et de la constitution nationale, a-t-elle déclenché de telles hostilités de la part de Kinshasa ? *« Ce qui a effrayé les autorités est clairement notre profil de jeunes cadres éduqués. En janvier dernier, lorsque les Congolais sont sortis dans la rue¹⁰, il s'agissait d'une action spontanée, l'expression d'une grande frustration, non encadrée, que le gouvernement s'est permis de réprimer du fait notamment des débordements. Il est plus compliqué d'étouffer la voix de jeunes organisés comme nous »*, affirment les leaders de Filimbi. Le soulèvement populaire, qui a embrasé la capitale et les principales villes de RDC en début d'année avait montré la détermination des Congolais, pour empêcher tout projet de réforme visant à prolonger le président Joseph Kabila au pouvoir. *« Il est clair que la population montre des signes de radicalisation. C'est une des raisons pour lesquelles nous pensons qu'il est important de canaliser la jeunesse en lui offrant un espace de débat et des outils d'expression non-violents. »*

Si les accusations de terrorisme, lancées à l'encontre de Filimbi, « Y'en a marre » et du « Balai citoyen », apparaissent comme un moyen de décrédibiliser leur action, elles peinent à masquer les revendications, unanimes, dont ces mouvements se font les porte-voix. *« Au Congo comme dans toute l'Afrique, les demandes de la population sont liées aux conditions de base. Il s'agit en priorité de l'emploi et de l'éducation, mais aussi de la santé, de la participation civique et de la sécurité »*, selon Filimbi. Ce qui surgit en filigrane de cette mobilisation de la société civile africaine, est une situation économique et sociale qui offre peu de perspective à une jeunesse en pleine explosion¹¹.

«La particularité de ces mouvements, par rapport aux précédentes initiatives, est qu'ils sont portés par une jeunesse issue de la classe moyenne, éduquée, et qui a décidé de jouer un rôle au sein de la société civile en vue d'améliorer la situation.»

Une émulation à l'échelle continentale, qui se voit également portée par la forte présence en Afrique des réseaux sociaux. Facebook, en particulier, s'est rapidement imposé comme le site sur lesquels s'expriment les frustrations et s'organisent les mobilisations. Les fondateurs de Filimbi n'avaient d'ailleurs pas prévu l'ampleur des sollicitations et s'avouent quelque peu dépassés : *« Tous les jours, des centaines jeunes nous contactent sur internet pour nous demander de les aider à s'organiser et à agir. Certains pensent même que nous allons régler leurs problèmes de base du quotidien, ce que nous ne sommes pas en mesure de faire, bien entendu. »* C'est aussi via Facebook que, depuis les quatre coins du continent, la jeunesse a exprimé son soutien aux deux activistes de Filimbi, détenus à Kinshasa¹².

L'auteure

Assistante-chercheur au GRIP, Laurène Rimondi est aussi journaliste spécialisée sur l'Afrique, après des études de Sciences politiques, d'Économie et de Lettres.

-
1. La Constitution sénégalaise limite à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs.
 2. « [Déclaration de Ouagadougou des mouvements citoyens africains](#) », *Wakat Info*, 3 août 2015.
 3. La déclaration prévoit qu'un manifeste de la jeunesse africaine soit ratifié en marge de l'Université de l'engagement citoyen, prévue début 2016 à Dakar.
 4. Membre de la [LUCHA](#) (Lutte pour le changement), mouvement pacifique situé à Goma.
 5. Webmaster de Filimbi.
 6. Toute puissante au Congo, l'ANR est régulièrement critiquée par les ONG pour ne pas respecter les droits de l'homme. [Rapport annuel 2012 - La justice est privatisée en RDC](#), association congolaise pour l'accès à la justice, janvier 2013.
 7. « [Plus de 200 organisations de défense des droits humains exhortent au respect des libertés d'expression et de réunion](#) », déclaration collective, 15 juin 2015.
 8. « [RDC: l'ONU reste préoccupée par les arrestations arbitraires](#) », *RFI*, 6 mai 2015.
 9. La mission a plutôt émis des recommandations destinées aux autorités, réclamant davantage de moyens à destination des services secrets, afin que ceux-ci soient en mesure de mener les investigations préalables aux arrestations.
 10. Les 19 et 20 janvier 2015, des manifestations qui ont viré aux pillages, ont fait 27 morts selon un bilan officiel. En cause, un projet de loi qui imposait un recensement de la population avant la présidentielle de 2016, ce qui risquait de retarder l'échéance électorale.
 11. Selon la Banque mondiale, les jeunes représentent 60 % de l'ensemble des chômeurs africains.
 12. [Page Facebook](#) du mouvement Filimbi.